

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
1<sup>er</sup> au 7 février 2001



10 FF  
1,52 €

## Sans-papiers en Espagne

# Aucun être humain n'est illégal

**E**N DÉCEMBRE 1999, LES socialistes au pouvoir en Espagne avaient fait voter une loi de régularisation des immigrés qui avait créé son lot de personnes hors critères. Et c'est le gouvernement de droite du PP (Parti populaire d'Aznar), en mal de surenchère revancharde, qui affronte maintenant une profonde contestation de sa « Ley de extranjería » qui est entrée en vigueur le 23 janvier.

poudres. Le 3 janvier, un véhicule prévu pour 8 passagers et transportant 14 ouvriers agricoles clandestins d'origine équatorienne, est percuté par un train sur un passage à niveau. Cet accident, survenu à Lorca, province de Murcia, fera 12 morts. Parmi les passagers indemnes du fourgon, on trouvera une fillette de 13 ans; tous se rendaient dans des champs pour y ramasser du brocoli. L'émotion fut énorme. Toute l'injustice de la condition de travailleur clandestin

la faim. Leur revendication : arrêt des expulsions, régularisation pour tous, des papiers pour tous et l'arrêt de la criminalisation des immigrés par les polices d'Espagne. Simultanément, 300 ouvriers majoritairement équatoriens mènent une occupation similaire à Murcia et restent en contact avec leurs frères d'injustice de Barcelone. Dans leurs sillage, des actions solidaires et de protestations se développent partout.

qui favorisent racket, répression, travail clandestin et misères.

### Le début d'un autre mouvement

Il est bien sûr trop tôt pour présager de l'ampleur de ce nouveau mouvement de « sans-papiers ». Pour l'instant, il semble s'appuyer sur une dynamique collective, assemblée, d'action directe, et égalitaire. L'extrémité que représente l'arme de la grève de la faim pourrait indiquer que ces mouvements se sont déclenchés à l'abri des mouvements antiracistes traditionnels (2). Le fait aussi que les chartes proposées (3) et présentées par les immigrés en lutte comme bases de négociations soient radicales sur le fond pourraient laisser entrevoir un mouvement fort, mais qui est conscient qu'il ne peut rien s'il s'isole du reste du mouvement social. Toutes ces caractéristiques évoquent immanquablement les débuts des mouvements

des sans-papiers en France. C'est dire si nous devons être attentifs à l'évolution de la situation tant pour manifester notre solidarité (devant les ambassades, délégations, etc.) que pour voir et encourager l'autonomie politique des luttes de ces damnés de la terre qui, ici comme en Espagne, se battent pour leur survie. Ils ont contre eux les politiciens, manipulateurs d'opinions, et l'injustice des règles migratoires d'une Europe qui affirme ainsi sa toute puissance, au détriment de la simple dignité et de la justice sociale.

Daniel. - Groupe Gard-Vaucluse

(1) Ces îles sont une cible pour les filières d'acheminement des étrangers.

(2) Même si cela peut être instrumentalisé par des associations dans un but politicien. Voir l'excellent livre « J'y suis, j'y reste, les luttes de l'immigration en France depuis les années 60 » paru aux Editions Réflex, 45 francs, en vente à la librairie du Monde libertaire.

(3) Plate-forme du 3 janvier de Madrid.

### Politiciens + Europe = répression

La période de régularisation des étrangers (estimés à 300 000) qui avait lieu du 31 mars au 31 juillet est terminée; restent que 150 000 sans-papiers, hors critères, sont expulsables. Cette loi joue la carte xénophobe auprès d'une population touchée fortement par le chômage des jeunes. Elle avait été proposée par le PP en pleine période pré-électorale, avec le soutien des nationalistes des Îles Canaries (1). Ce qui ne fait que renforcer les sentiments xénophobes et perpétue l'idée que les expulsions d'étrangers sont la solution au chômage. Pourtant l'Espagne n'abrite que 2,2% d'étrangers dans ses frontières, contre environ 5% pour le reste de l'Europe. Mais ce pays, de par sa situation géopolitique (continent africain proche, enclaves marocaines de Ceuta et Melilla, liens historiques avec l'Amérique du sud...), représente un maillon essentiel pour la crédibilité de la politique migratoire européenne. Et la patrie des conquistadors renforce donc sa politique pour conserver son rang au sein d'une Europe fortresse qui ne voudrait faire appel aux étrangers qu'en fonction des impératifs de production ou de vieillissement des populations. Et encore de façon sélective. Et tant pis si chaque année, des dizaines de malheureux se noient en Méditerranée, sans toucher la pointe espagnole du Détroit de Gibraltar; s'ils sont rackettés par des mafieux; si l'Espagne n'est un verger que grâce au travail clandestin que les autorités feignent de méconnaître; si l'apartheid social sort renforcé de la coexistence inégalitaire entre nationaux et travailleurs immigrés; si la répression et les moyens mis en œuvre (vidéosurveillance, barbelés aux frontières, multiplications des polices...) peuvent se retourner un jour contre d'autres mouvements sociaux et de contestation politique. Ce sont bien les lois restrictives contre l'immigration

## BIENVENUE EN ESPAGNE



Au moins depuis les événements tragiques d'El Ejido d'il y a un peu plus d'un an, on savait le climat délétère pour les étrangers en Espagne et peu propice, pensaient certains, à la lutte en matière d'égalité des droits. Mais les luttes des immigrés ne s'étaient pas interrompues pour autant. Et c'est un tragique accident qui a remis le feu aux

refit surface à quelques jours seulement de l'entrée en application de la nouvelle loi sur l'immigration du gouvernement de droite au pouvoir. La réaction fut rapide: une marche rassemblant plusieurs centaines de personnes, majoritairement des étrangers, de tous horizons, a lieu le 10 janvier pour rallier Lorca à Murcia (70 km). La revendication s'appuie sur une régularisation pour tous et l'égalité des droits espagnol-étranger. Quelques jours plus tard, le 22 janvier, après une assemblée générale sur la place de Catalogne de Barcelone, 360 étrangers investissent l'église Santa Maria del Pi du quartier gothique; parmi eux, 328 entament une grève de

ISSN 0026-9433 - N° 1230

M 2137 - 1230 - 10,00 F



Fop&S&S

## EDITORIAL

Au moins 300 000 personnes dans la rue le 25 janvier dernier pour défendre la retraite à 60 ans par répartition! Les confédérations s'étonnent de cette mobilisation un peu comme si elles n'en demandaient pas tant. Mais ce qui n'aurait dû être que le point de départ d'une grande offensive salariale a été stoppé net le soir même. Les déclarations divergentes des Notat, Blondel et Thihaut déjà prêts à négocier de tout ont sonné la fin de la récréation avant même que les choses sérieuses ne commencent. Les enjeux autour des retraites, des salaires, des conditions de travail et de la précarité sont tels qu'on ne voit pas ce qui permet aux confédérations CGT, FO, CFDT et autres, de prétendre être mandatées par l'ensemble des salarié-e-s sur ces sujets. Un travail d'information, de critique et de proposition doit être initié et mené à terme par le biais d'une campagne massive au sein des entreprises, des quartiers et des communes. Un rapport de forces peut être créé sur cette dynamique-là. C'est une refondation du monde, vu et proposé par les travailleurs eux-mêmes qui est plus que nécessaire. Combien de temps devons nous supporter le matraquage médiatique nous rabâchant jour après jour que demain il n'y aura pas assez d'argent pour payer les retraites parce que les gens vivent trop longtemps! Ce mensonge est tellement martelé qu'il fini par être admis comme vérité première et justifie les pires reculs sociaux. Quand va-t-on se décider à taper du poing sur la table et dire que le nombre d'actifs va croître de 38% entre cette année et 2020! Quand va-t-on dire que les gains de productivité font que les richesses produites doublent tous les 40 ans! Quand va-t-on dire que le nombre de pauvres est proportionnel à l'accroissement des fortunes d'une petite minorité de capitalistes! Quand va-t-on arrêter de s'enfermer dans des propositions type taxe Tobbin, RMI, petits boulots et emplois-jeunes pour investir l'économie? C'est-à-dire assurer une égale répartition des richesses produites par l'expropriation et la gestion directe des entreprises. Le reste, la démocratie participative, locale et autres attrape-nigauds ne seront que des balivernes et des discours creux tant que le pouvoir économique restera aux mains d'une classe de privilégiés! Qu'on se le dise.

# Une association d'insertion différente en Dordogne, l'ALAIJE

**D**ÉPUIS DIX ANS, NOUS sommes permanents dans une association qui accueille des personnes « en difficulté sociales et professionnelles », en réalité privées de moyens d'existence suffisants depuis longtemps, souvent depuis plusieurs générations.

Nous travaillons sur un jardin potager collectif (et biologique) pour une douzaine de foyers. Les plantes ornementales se mêlent aux plantes potagères et, depuis trois ans, notre jardin est ouvert au public et classé comme jardin botanique. Tous les légumes produits sont autoconsommés, il n'a jamais été question de faire produire par les pauvres des légumes pour les classes aisées à bonne conscience.

Notre idée de faire un jardin collectif devait redonner aux personnes l'autonomie qu'elles avaient perdues par les « restos du cœur ». Ce qui n'est pas exact, en tout cas dans les premiers temps où elles sont sur le jardin (car les pauvres ne mangent pas de légumes, c'est trop cher). Ce qui les intéressait, c'est d'avoir un boulot qu'elles pouvaient revendiquer.

Il est souvent difficile d'être libérateur convaincu-e et d'assumer ce type de boulot ! Nous ne voulons pas y perdre notre âme et les copains, anarchistes ou non, nous y aident par l'attention qu'ils peuvent porter à notre action. Sur le jardin, nous faisons le maximum pour que les discussions s'engagent et nous fassent réfléchir : une info sur le chômage (prétendue baisse, PARE, intérim, luttes, grèves...) les sans-papiers et les injustices en général ou en particulier. Nous voulons montrer que la misère n'est pas inéluctable, mais bien choisie par « nos » représentants pour mener à bien la dilapidation et l'appropriation des richesses de tous.

À la rentrée, nous prévoyons l'intervention d'un copain anarchosyndicaliste sur l'histoire des syndicats,

engager une discussion suivie de la projection de « Vivre l'utopie ».

## Lutter « pour »

« Quand l'individu est uniquement assisté physiquement, il se sent abandonné moralement » (J. Lesage de la Haye). Il s'agit dans cette citation de malades enfermés, mais c'est tout aussi vrai quand on est chômeur, la seule attention de la société est « l'assistance publique » : RMI, Resto du cœur, Secours catholique ou populaire, CMU... et l'assistante sociale qui souvent juge, moralise, infantilise et sanctionne suivant les « bonnes ou mauvaises volontés » de ses « clients » et possède rarement de l'empathie : « Vous ne pouvez pas partir en vacances, avec de si petits revenus » (vacances CAT à 150 F la semaine), « 750 F pour manger par mois, vous pouvez y arriver ! » (pour une famille avec trois adolescent-e-s), « vous prenez un acompte tous les mois, vous n'allez pas vous en sortir. » !

Nous essayons de faire réfléchir également sur le travail et l'activité, deux choses bien distinctes : ainsi, chacun l'appréhende plus aisément. Bon nombre de ceux-ci pensent spontanément que le chômage serait éradiqué si les chômeurs allaient occuper la transnationale agroalimentaire du coin (350 salariés actuellement, il faudrait 1200 personnes pour la même production s'il n'y avait par la robotisation) et fracasser tous les robots pour reprendre leur place. Avec ce raisonnement, il aurait fallu refuser l'utilisation de la brouette au temps où l'on inventait la roue ! Mais si on parle de revenus décents voir de partage entre tous, plus de problème, chacun sait quoi faire de sa vie ! Mais bien peu y croient ou ont la force, l'esprit ou les moyens matériels et financiers pour lutter (ça coûte de militer dans nos campagnes dépeuplées). On ne lutte pas « contre » quelque chose mais toujours « pour ». Il manque en général un

désir de société, celle dans laquelle on a envie de vivre. Manque de connaissance de notre histoire ? La télé reine des foyers ? Manque d'imagination ? Manque de communication ? Manque de lieux de rencontre et d'échanges ? Sûrement un peu de tout ça, mais que faire ?

Il faut aussi garder à l'esprit, quand on a un boulot, qu'il n'est pas facile

tés, DDTEPP...) les questions et les angoisses quotidiennes exprimées par ceux et celles qui se trouvent un jour du mauvais côté de la barrière. Le texte ci-après est dans notre rapport d'activité présenté à l'assemblée générale en juin 2000.

Les progrès technologiques agrandissent le fossé entre les classes sociales, la prétendue baisse du chômage

rechercher des solutions afin d'échapper à la précarité.

Cependant, notre rôle reste vain tellement l'environnement économique demeure cloisonné et hostile. Les associations, comme la nôtre, ont l'exigence d'être porteuses de sens et de projets pour la collectivité. Il s'agit de faire émerger un concept de développement durable qui prenne en compte l'ensemble des compétences et des richesses humaines.

Le progrès technologique a permis la disparition de bon nombre d'emplois pénibles affectés à des tâches répétitives, personne ne peut décemment le regretter, nous faisons la démonstration sur ce jardin que l'on peut développer des activités porteuses de sens, utiles à la collectivité puisque créative de bien-être.

## Refuser la société à deux vitesses

Dernier point, nous mettons en place un « garage social ». Indispensable en milieu rural puisque les transports publics sont quasi inexistant. Pourtant, ça pose question. Jusqu'à cette année, c'était les associations qui proposaient des projets acceptés ou non. Aujourd'hui, c'est le Conseil général qui nous soumet le projet et comment il doit fonctionner, c'est-à-dire :

- Un plafond fixe un revenu maximum à ne pas dépasser pour avoir accès au garage.

- Les utilisateurs doivent avoir un bon de prescription fourni par une assistante sociale ou l'ANPE.

- Les réparations sont effectuées par les propriétaires des véhicules (avec mise à disposition gratuite du matériel et avec les conseils et l'aide du mécanicien embauché par la structure).

« Faut pas exagérer, les pauvres peuvent se salir les mains avec ce que l'on fait pour eux, et tant pis s'ils n'aiment pas ça, ils deviennent paresseux et profiteurs si on fait tout à leur place ! » D'un côté des artisans pour les gens ayant de quoi payer et qui n'auront pas à se salir les mains et de l'autre une mise en place de structures d'assistantat. Il nous semble pourtant évident et salutaire qu'un tel garage permette un brassage humain. Si nous devons participer aux réparations, les mains dans le cambouis, peu importe notre origine sociale et nos revenus mensuels.

La société à deux vitesses est en place : supermarché pour pauvres (la bouffe et les fringues qui vont avec), pharmacies humanitaires, les « Cash converters » et autres, et des « ateliers d'insertion » en réalité occupatoires ou chacun participe (jardin, cuisine, couture, poterie). Sans rémunération, souvent contraint par l'assistante sociale qui tient la carotte RMI. Pourquoi pas des bus ne roulant que pendant les heures d'ouverture des bureaux de l'ANPE et autres, conduits par une personne en CES ?

Corinne et Pierre



de dire à l'autre que le salariat c'est la misère (il l'a connaît déjà la misère !), que l'intérim c'est l'arnaque (c'est 90 % des boulots proposés dans notre région Nord Dordogne).

L'association a participé au mouvement des chômeurs en 1998, et adhère à l'Action des précaires et chômeurs de Dordogne (6 personnes adhérant individuellement à l'APCD) et nous participons toujours au mouvement social de notre région (trois personnes sont allées à Nice) ; les autres associations dites d'insertion, se satisfont d'être subventionnées par le Conseil général, chacun tient à sa place bien payée, et les « bénéficiaires » comme ils disent doivent être à leur, entre eux et surveillés ! Il s'imposait à nous la nécessité de faire remonter à nos partenaires locaux (Conseil général, municipali-

engendre une sous-classe de salariés-e-s précaires à très bas revenus dépendants des caprices de l'économie (l'ancienne ou la nouvelle). Dix années après la création du RMI, le nombre des allocataires est sans cesse en accroissement, le nombre de personnes à la recherche de lieux d'accueil comme le nôtre ne diminue pas.

## Développer des activités porteuses de sens

Cette réalité nous la vivons au quotidien, elle s'appelle entre autres, écart grandissant entre les profits foudroyants affichés au CAC 40 et la misère croissante qui atteint 20 % de la population. Comment expliquer qu'un patron perçoive en une journée l'équivalent de quatre SMIC ou neuf RMI mensuels ? Comment justifier des différences de situations matérielles entre des individus qui, jusqu'à preuve du contraire, ont tous la même valeur humaine ?

Il est aussi nécessaire d'exprimer les limites de l'action que nous menons : bien sûr, ce jardin magnifique permet d'accueillir chaque année 20 à 25 personnes (chômeurs/euses, allocataires, RMI, parents isolé-e-s) pour

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot  
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08  
Fax : 01 49 29 98 59

## Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)  
Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....

Code postal ..... Ville .....  
Pays ..... A partir du n° ..... (inclus).  
Chèque postal  Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)   
**Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.**  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication : J. Toublert  
Service abonnement : 02 35 84 27 17  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay).  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - Hebdo 1  
Diffusion N.M.P.P.

# Danone: des produits laitiers, surtout financiers

**L**E 10 JANVIER DERNIER, LE journal *Le Monde* révélait l'affaire de ce début d'année 2001 : Danone, les licenciements, les suppressions d'emplois. L'indiscrétion, une de plus, parvenue à la rédaction remplissait les pages du quotidien. La direction de Danone veut et tentera de toute évidence de mettre à exécution un plan de restructuration qui envisage dans

duction des biscuits touchera l'Union européenne et l'Europe de l'Est. La fermeture des sites serait inévitable. N'ayant absolument rien communiqué, se félicitant du manque de curiosité des représentants du personnel, la direction, avec Franck Riboud à sa tête, dément le coup foireux alors que la note précise que le plan baptisé « record » – la compétition a du guider leur choix

produits laitiers. Quant à la biscuiterie, son score est de quasi 8% : une misère ! Restons un moment dans les chiffres, le résultat net de Danone pour 1999 s'est monté à 4,5 milliards de francs et a affiché pour le premier semestre une progression de 8,1% décidément, une misère ! Poursuivons par le bénéfice par action : en hausse de 17,9% !

Cela ne nous étonne pas. La stratégie de Danone est inacceptable et nous nous préparons à la combattre. »

## Lutter à la manière « Cellatex » ?

Le 16 janvier, la FNAF-CGT appelait à une grève de 24 heures sur tous les sites de LU-France (biscuits Danone), quelques centaines de salariés se rassemblaient devant le siège à Paris, le 17 janvier, jour que le comité européen du groupe avait choisi pour se réunir, sans le p-d.g Franck Riboud. Une coordination des sites ciblés par les licenciements s'organisait.

Le maire de Château-Thierry (Aisne) – un des sites inquiétés, 15 000 habitants, 400 emplois doivent sauter – s'engageait à tout mettre en œuvre pour éviter le chômage, lançait un ultimatum à Danone. Des salariés parlaient même d'employer la manière Cellatex ! Dominique Jourdain, le maire, évoquait un syndica-

lisme de territoire, une situation de défense devant l'agression des grands groupes. Les licenciements toucheraient aussi Calais, Granville, Jussy, Charleville (pas loin de Givet!), Evry, Besançon, Toulouse. Décidément, *Le Monde* pesait un peu plus lourd ce 11 janvier 2001.

Ce nouveau scandale prend une suite logique aux « affaires » Michelin, Moulinex, Alstom, Dunlop et dernièrement Bull. Danone s'engage dans le chemin long et tout tracé, par ses glorieux prédécesseurs du passage d'emploi, de briseur social, de matraqueur d'individus afin de préserver la sensibilité actionnariale.

Pour qu'une voie, une brèche serait plus juste, reste accessible, que son empreinte soit indélébile, l'emprunter souvent et régulièrement la pérennise. Les patrons à l'aube de ce siècle l'ont compris.

Qui sera le prochain ?

Daniel. – groupe Dejacque (Lyon)

## DANONE VEUT SUPPRIMER 3000 EMPLOIS



son contenu la fermeture de 10 usines de fabrication des biscuits Lu-France-Danone, dont sept en France, ayant pour conséquence la suppression de 3000 emplois, 3000 emplois réduits en miettes, 1700 pour l'hexagone. Cette initiative destructrice dite de rationalisation des chaînes de pro-

« devra être argumenté en France pour la sauvegarde de la compétition et non de l'accroissement de la rentabilité ». Elle reconnaît dans le même temps, arguments à l'appui, que le secteur du biscuit est peu rentable. En comparaison, les boissons ramènent dans la caisse capitaliste la marge de 12%, 11% pour les

## La jurisprudence au service des patrons

La politique des capitalistes s'affiche clairement d'année en année. La jurisprudence les avantage dans ce domaine : « La justice ne peut contrôler les choix économiques de restructuration d'une entreprise dès lors que cette réorganisation et les licenciements qu'elle entraîne sauvegardent la compétitivité. » Cet arrêt rendu par la cour de cassation, le 8 décembre casse un jugement de 1997 de la cour d'appel de Riom (Puy de Dôme). Celle-ci avait reproché à une entreprise (SAT) de ne pas avoir intégré le concept de préservation de l'emploi dans son plan social amenant le licenciement de 318 salariés. Le champ est libre pour augmenter les profits : licenciements, la masse salariale diminue, l'action augmente, la canaille boursicote et se rue sur Danone comme autrefois elle se ruait sur Michelin, la boucle est bouclée capitalissimo-machiavélique.

Selon *Le Monde*, qui a dévoilé le secret, la direction du groupe « travaille » l'énormité depuis l'automne 2000. Aujourd'hui leur stratégie de repli devant la grogne veut que, l'information, les détails de ce plan social seront présentés à la mi-avril. Finement joué ! Deux mois et demi avant les congés d'été, 75 965 salariés sont employés dont 15 720 pour la France.

Côté syndical, le responsable CGT de la fédération agroalimentaire et forestière déclarait : « Nous attendons confirmation de cette information.

## Transport en commun de Rouen Fin de conflit à rebondissement

**L**ISSUE DU PLUS GRAND CONFLIT SOCIAL DES transports publics de l'agglomération rouennaise (6 semaines), les grévistes avaient voté la reprise du travail pour le jeudi 25 janvier au matin. C'est vrai que les différents élus (préfet de région, maires...) ont accéléré l'acceptation des propositions car ils ont le feu aux fesses ! Le réseau T.E.O.R (Transports Est Ouest de Rouen) doit être inauguré sous peu, de toute façon avant les élections municipales, et il faut que le terrain social soit net !

Donc, sur les 5 licenciés, 3 étaient reclassés à Toulon et Cannes comme conducteurs dans une filiale transport du groupe Vivendi. César Gomez, l'un des reclassés à Toulon : « Avec ma famille, je vais essayer d'avoir une vie meilleure. Ma femme est puéricultrice et l'inspecteur du travail s'est également engagé à lui retrouver un emploi dans cette nouvelle région. On nous a donné 24 heures pour décider de notre vie. » Le plus âgé des 5 (52 ans) acceptant un solde de tout compte après avoir passé 26 ans à la T.C.A.R. !

Le dernier devait être repris par la régie d'assainissement de Rouen dirigée par la C.A.R. (Communauté d'agglomération de Rouen), en attendant la décision du tribunal des Prud'hommes.

Les grévistes de la faim (20 jours) endurant cette épreuve sans aucun dommage physique mais bien sûr, très fatigués. Mais patratras, ce même mercredi en fin de journée, en lisant

le texte présenté par la direction, les représentants syndicaux s'aperçoivent que le compte n'y est pas : les 4 salariés réintégré n'ont toujours pas leur contrat de travail et le patron veut décompter les jours de grève sur leur solde de tout compte, finissant même par refuser la clause permettant à l'un d'eux de se pourvoir aux prud'hommes.

Ce nouveau rebondissement s'est soldé par un blocage du centre-ville de Rouen par les grévistes, leurs épouses, et plusieurs dizaines de militants politiques et syndicaux contactés à toute vitesse (dont le groupe F.A.). Jeudi, dès 4 heures du matin, des piquets de grève étaient organisés aux différents dépôts de métrobus. Cette dernière initiative fut évidemment mal appréciée par Choise, le directeur adjoint de la T.C.A.R. mais accéléra la mise au point définitive du protocole (cité plus haut).

Dans un conflit de cette envergure, où chacun peut mesurer l'âpreté des luttes futures à mener contre les multinationales, et leurs émissaires politiques, c'est de droit à la dignité, à la contestation, à la grève dont il fut question et Vivendi n'a pas voulu lâcher le morceau du droit patronal d'exploiter, sanctionner, mépriser ! Et même si les grévistes de la T.C.A.R. n'ont pas obtenu l'intégralité de leurs revendications, ils sont sortis de cette lutte la tête haute avec le sentiment, partagé avec les anarchistes, que l'esprit de résistance n'est pas mort.

Guy. – Groupe de Rouen

Retrouvez  
la Fédération anarchiste sur le web,  
Radio libertaire, le Monde libertaire...  
<http://federation-anarchiste.org/>



Le 11 septembre 1920, Sacco et Vanzetti sont accusés du meurtre de deux convoyeurs. C'est le début de l'affaire Sacco et Vanzetti. Le procès, du 31 mai au 14 juillet 1921 les déclare coupables. Des comités de soutien se créent dans le monde entier pour clamer l'innocence des deux inculpés. Mais ni les immenses manifestations internationales ni le manque de preuves formelles ne feront reculer la « logique » juridico-politique. Le 12 mai 1926, leur condamnation à mort est confirmée. Le 23 août 1927, Sacco et Vanzetti sont exécutés sur la chaise électrique, suscitant une réprobation mondiale.

**Sacco et Vanzetti.** Franck Thiriot et Ronald Creagh. Editions du *Monde libertaire* et *Alternative libertaire*. 48 p. 20 F (23 F avec port). En vente à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

## Faits d'hiver Action directe

Une fois n'est pas coutume, le débat, qui s'est engagé sur le fait de savoir s'il convient ou non de libérer cette vieille crevette de Papon, s'est bien engagé.

Ici, là ou ailleurs, de nombreuses voix se sont en effet élevées pour expliquer que si ça ne présentait aucun intérêt (parce qu'il ne faut jamais confondre la justice et la vengeance) de maintenir un vieillard de plus de 90 ans en prison, il convenait de libérer également tous les vieillards (et il y en a d'autres que Papon), tous les malades, tous les... qui croupissent encore aujourd'hui en rôle.

Les anars, qui, par ailleurs, ont la critique de la prison et de l'enfermement radicale, ne manqueraient pas de saluer cette évolution égalitariste de l'humanisme.

Mieux, c'est peu dire qu'ils espèrent que cette vague humaniste égalitaire n'oublie pas Georges Cipriani qui a sombré dans la folie à la centrale Ensisheim car « on ne peut tolérer le maintien en détention de quelqu'un qui ne se rend même plus compte qu'il est en prison et qui est dans une situation hygiénique abominable », Nathalie Ménignon, qui après deux accidents cardio-vasculaires « n'est pas soignée correctement », Joëlle Aubron et Jean-Marc Rouillan, à qui on refuse la liberté conditionnelle et qui sont en grève de la faim depuis plus d'un mois pour essayer d'obtenir ces petits trois rien qui sont le tout de la dignité.

Mieux encore, pour que cette vague humaniste soit le plus égalitaire possible qu'il soit clair que nous ne manquera pas de l'embrasser à bouche que veux tu d'actions directes !

Jean-Marc Raynaud

# FTP en procès le 6 et 7 février à Marseille

4 JUILLET 1991, COCKTAIL Molotov contre le siège du FN, 24 octobre 1998 contre le bureau d'un conseiller municipal du FN qui avait abrité l'association qui défendait trois colleurs d'affiches du FN condamnés pour le meurtre d'Ibrahim Ali, le 28 octobre contre le stadium de Vitrol-

les qui s'appropriait un concert de « rock identitaire »... Attentats non meurtriers revendiqués par les FTP (francs-Tireurs Partisans). Nous partageons certaines analyses des FTP, en particulier sur les raisons politiques et économiques qui expliquent la montée des idées d'extrême droite, l'illusion du recours aux urnes

mais nous refusons leur stratégie d'intervention. Ce soutien stratégique serait hypocrite, alors que nous-mêmes nous ne revendiquons pas d'actions similaires. Hypocrite comme l'est le lanceur individuel de projectiles dans une manifestation et qui disparaît comme par magie lors de la première charge policière. Notre stratégie antifasciste même si elle ne nie pas dans l'absolu l'usage de toute forme de violence, elle vise à une prise de conscience collective autant au niveau des idées que des actions, à favoriser l'émergence d'un mouvement social autonome, progressiste et émancipateur.

## On ne discute pas avec le fascisme, on le combat

Néanmoins il convient de rappeler que le recours à la violence a été réfléchi et cerné. « Au cours de ces actions, j'ai toujours pris le maximum de précaution pour qu'il n'y ait aucune victime. À cet effet, je restais le plus tard possible sur les lieux pour éviter que quelqu'un ne surgisse au dernier moment. Si des risques existaient pour des personnes innocentes, j'annulais l'opération. Chaque action était soigneusement ciblée et symbolique, tel était le but. » explique Yves Peirat, aujourd'hui toujours en prison depuis octobre 1999. Dans cette même lettre il explique l'origine de son antifascisme : « Je suis issu d'une famille de réfugiés politiques espagnols. Mon grand-père paternel fut responsable du POUJ et condamné à mort par contumace sous Franco. Mon grand-père maternel fut emprisonné dix ans sous Franco et mourut peu de temps après sa libération... Mon père et sa famille connurent les camps d'internement en Algérie ainsi que les travaux forcés dans le désert de la République française, la même qui avait laissé tomber le peuple espagnol en 1936... C'est (dans ce contexte) que j'ai appris qu'on ne discutait pas avec le fascisme, mais qu'on le combattait, que je ne partageais jamais les mêmes valeurs à la différence d'un Pasqua, et que le fascisme n'avait jamais posé les bonnes questions comme le croyait Fabius ». De plus l'intervention des FTP se situe dans un contexte historique particulier. La gauche joue avec le fascisme parce que cela favorise son jeu électoral en divisant la droite, au risque d'une fascisation de la société (ce que l'on appellera par la suite aussi la « lepénisation des esprits »). La montée du FN est importante. Après des prises de pouvoir locale, le FN en 1998 commence à peser à l'échelon national (au point que ce parti pouvait imaginer jouer les tout premiers rôles) et gère plusieurs communes et régions. Alors que Le Pen pète les plombs et met ainsi en avant son idéologie la plus odieuse (l'holocauste devient un détail, l'inégalité des races une évidence...) Gaudin président du Conseil régional PACA s'allie en 1992 avec le FN, le FN gère en 1995 quatre villes (Toulon, Orange, Vitrolles et Marignane)... Pour nombre d'entre nous se pose des questions de fond sur notre lutte. Les associa-

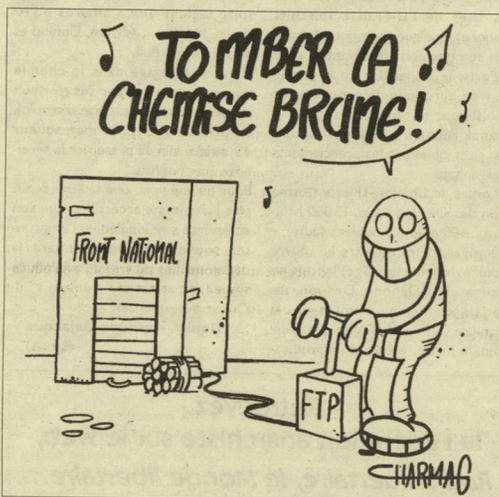
tions antiracistes, après la politique spectacle, la politique concert, demandent l'interdiction à l'État du FN. Pour les FTP « ce ne sont pas des lois qui feront disparaître le FN, il doit être interdit » de fait « par les citoyens... » (texte de revendication des FTP).

## Renforcer la solidarité antifasciste

Le 15 octobre 1999, deux militants (Yves et William) sont arrêtés et écroués. William a obtenu sa libération conditionnelle le 23 février 2000 et Yves attend toujours enfermé en cellule. Même le syndicat de la Magistrature s'en étonne dans la mesure où l'instruction est clôturée. De là à penser que la justice, fière et indépendante, peut être soumise à l'État et largement influencée par les idées réactionnaires et de droites extrêmes...

Lors du procès des FTP, ne nous trompons pas et n'acceptons pas le rôle de la victime que veut prendre l'extrême droite. Car derrière l'image du terrorisme, les actions des FTP ne sont que symboliques (quelques dégâts matériels, de sabotage...) face à la violence raciste, xénophobe et institutionnelle du fascisme. L'enjeu est bien là. Lors du procès initialement prévu en décembre (reporté pour cause de grève des avocats), une manifestation marseillaise était organisée rassemblant 400 personnes, défilant sous des drapeaux noirs et rouges. Manifestation loin d'être ridicule mais largement insuffisante au vu des enjeux. Le prochain procès c'est le 7 février et une manifestation est prévue pour le 3 février sur Marseille. Quel que soit l'état de nos divergences, faisons fonctionner nos réseaux pour renforcer ce mouvement de solidarité et antifasciste.

Théo Simon



## Conditions de vie dans les prisons La parole aux détenus

VOILA UN AN QUE LA MME VASSEUR, MÉDECIN À la Santé, sortait à grands renforts de publicité son livre qui allait bouleverser le PPF (Paysage pénitentiaire français), et s'indigner les parlementaires qui étalent leur humanisme sous les sunlights de l'info. Un tourbillon de hauts cris et d'effroi déferla, envahissant les médias. Certains se saisissent de l'occasion pour battre la campagne, opportunisme, humanisme, peu importe pourvu que cela rime... Chacun pousse sa chansonnette.

Etions-nous sur la bonne voie?

Les mois suivants viennent de nombreux cortèges sillonner la campagne découvrant la lame à l'œil ce qu'était une prison où faisant semblant de la découvrir, jurant bien fort la main sur le cœur que l'on allait voir ce qu'on allait voir, qu'on ne pouvait plus tolérer de telles pratiques et que l'on devait cesser d'imposer de telles conditions d'existence à des êtres humains.

Un an plus tard que reste-t-il de vos discours? Rien n'a changé. Vous, députés et sénateurs réunis, politiciens de tous bords avez regagné les lambris dorés de cette République que nous ne voulons pas être la nôtre, nous laissant toujours et encore crever de la même façon lente et certaine dans les mêmes prisons qui vous ont pourtant horrifiés il n'y a pas si longtemps encore.

Au fait, pourriez-vous préciser ce que vous auriez aimé voir changé? Les méthodes d'élimination dont on nous frappe?

L'état de décrépitude des wagons qui nous mènent vers cette mort lente et certaine à laquelle vous nous avez destiné.

### Enfermement = mort

On y crève toujours de la même façon lente et certaine, soumis au dictat de la matonnerie qui la rage au ventre, les yeux tout embué de la nostalgie des temps où ils n'étaient pas tenus de nous appeler Monsieur pour nous ordonner de nous pencher en avant jambes écartées pour apprécier l'état de l'anus dont on ne sait ce qu'il pourrait receler. Tel est le prix à payer pour arracher un moment de vie avec ceux que l'on aime.

On y crève toujours de la même façon lente et certaine, victime du trop triste complor des blouses blanches qui jugent satisfaisant l'état de santé de ceux d'entre nous qui sont atteints de toutes les maladies possibles, sida, leucémies, cancers... jusqu'au moment de les envoyer mourir dans des hopitaux civils juste pour qu'ils ne meurent pas sous écrou.

On y crève toujours de la même façon lente et certaine dans les quartiers d'isolement subissant les séances de torture blanche que vous avez instaurée afin de réduire ceux d'entre nous qui refusent cet anéantissement, toujours animé d'esprit de résistance, ceux qui refusent de collaborer, ceux qui ne veulent pas crever. Torture blanche que vous avez poussé jusqu'au raffinement, usant de la psychiatrie pour décrédibiliser ceux qui veulent toujours lutter, un fou fait toujours rire...

On y crève toujours de la même façon lente et certaine en butte à l'indifférence des hauts magistrats de la chancellerie, alléchés par leur plan de carrière et disponibles aux impératifs électoraux de leur hiérarchie. Tous ces magistrats ont sur la conscience, si tant est que l'on puisse encore supposer qu'ils en aient une, des centaines de morts. Mort de prisonniers malades laissés sans soins appropriés, mort de prisonniers arrivés au fond du désespoir qui, fatigués d'espérer ont préféré choisir eux-mêmes le moment de la triste fin à laquelle vous les aviez destinés.

On y crève toujours de la même façon lente et certaine devant la souffrance de nos proches, de nos familles à qui vous imposez d'énormes sacrifices en nous envoyant toujours plus loin d'eux. Certains d'entre eux sont obligés de faire des voyages de 50 heures pour quelques instants d'intimité toujours plus rares.

Ça suffit!

### Ouvrir les portes de la résistance

Aujourd'hui nous ne demandons plus notre liberté, nous l'exigeons. Vos entretiens et votre verbe sont sans effets. Ils ne font plus rêver personne. Ils nous agacent, ils nous dérangent.

Nous ne vous laisserons pas transformer les centrales où vous nous tenez déportés en des Huntsville où le temps exécuterait à votre place la sale besogne. Elles ne redeviendront plus les oubliettes des châteaux que vos ancêtres ont rasé aux temps de vos révolutions bourgeoises. Nous ne serons plus les serfs de votre seigneurie revancharde.

On crève et vous construisez encore des prisons. Merci, votre acharnement nous a ouvert les portes de la résistance, nous refusons de crever, faisant ainsi les frais de votre gestion sécuritaire et bourgeoise.

Libération de les prisonniers conditionnables et malades. Fermeture immédiate des quartiers d'isolement

Collectif des prisonniers de Lannemezan

## dans la toile

Le site anglophone de la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC) (<http://flag.blackened.net/nefac>) est online depuis peu. Dans les prochains jours, on pourra y accéder à partir de <http://www.nefac.org>. En attendant une version française, vous pouvez toujours visiter les pages consacrées à la NEFAC sur le site d'Émile-Henry (<http://www3.sympatico.ca/emile.henry/nefac.htm>)

Le site Internet lancé par la Confédération paysanne pour les procès du 8 février et des 15 et 16 février est opérationnel (<http://millaumontpellier.free.fr/>). Abdel Mabrouki a 28 ans. Il mène depuis plusieurs mois un combat très dur contre la direction de Pizza Hut pour l'amélioration des conditions de travail, la réduction des cadences, un traitement plus humain du personnel. Un portrait de lui a été publié ce matin dans le Libé du 24 janvier (<http://www.libe.fr/quotidien/portrait/port20010124.html>). Aujourd'hui, la direction de Pizza Hut veut le licencié, alors qu'il est délégué CGT du personnel et a donc un statut de salarié protégé. Il a lancé une pétition de soutien, vous pouvez la signer sur son site (<http://cgt.pizzahut.free.fr/new02.html>).

La CLAC, conjointement avec le Groupe d'Action de Tampa Bay, en Floride, sont présentement les co-convenors temporaires du réseau nord-américain de l'Action Mondiale des Peuples (AMP). On trouvera de l'information sur le réseau de l'AMP (<http://www.agp.org>), un réseau international et non-réformiste d'opposition à la mondialisation capitaliste. Le réseau nord-américain de l'AMP n'est pas très développé, mais il y a néanmoins la possibilité d'une rencontre nord-américaine qui aurait lieu au printemps. La prochaine rencontre internationale de l'AMP se tiendra en Bolivie. À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard  
alain@mintelorama.com

## Vite fait...

■ Les fonctionnaires territoriaux de **Wallonie** ont manifesté jeudi 18 janvier pour réclamer une refonte de leur grille salariale, une réduction de leur temps de travail et des embauches compensatoires.

■ Nouvelle marée noire, au large des Galapagos cette fois-ci où le pétrolier **Jessica** s'est échoué en dégageant plus de 570 000 litres de fioul.

■ Le coût total du naufrage de l'**Erika** vient d'être estimé à 6 milliards de francs. Combien à la charge de Total?

■ Tous se vend, tout s'achète. Suite au cafoillage des dernières élections américaines, Unisys, Dell, Diebold, IBM et bien sûr Microsoft se sont lancés dans le développement de nouvelles machines à compter les votes.

■ On soutien. L'association de consommateurs, Que Choisir, appelle au **boycott** de la viande de bœuf sans étiquetage clair.

■ Seule la lutte paie. Plus de 300 000 personnes ont manifesté dans les villes françaises jeudi 25 janvier pour la défense du système de **retraite**. Du coup le MEDEF, bon an, mal an, accepte de réviser sa position.

■ Frères de la côte. Les sites de **Microsoft**, victimes d'attaques de pirates informatiques, étaient en rade jeudi 25 janvier.

■ Serial killer. Billy Ray Fox, 35 ans, a été exécuté dans l'Oklahoma. C'est la 690<sup>e</sup> personne à être ainsi assassinée depuis le rétablissement de la **peine de mort** aux États-Unis.

■ Le journal de **l'Humanité** vient de présenter un plan social prévoyant 80 nouvelles suppressions d'emploi. Les syndicats, dont la CNT ont demandé une expertise sur la gestion du quotidien et les propositions de redressement faites par la direction.

■ Y a pas de secret. D'après le dernier rapport de la **Cour des comptes**, les primes à la reprise des véhicules anciens (balladettes et jupettes) auraient coûté la bagatelle de 4,7 milliards de francs. En vis-à-vis, le rapport souligne que 22% des routes du pays sont dans un état lamentable.

■ D'après le dernier sondage de Telerama, la **confiance des Français** dans les médias du pays a baissé de 8% au cours de l'année dernière. On se demande vraiment pourquoi.

■ Des pirates informatiques se sont introduits sur le site du **Vatican** peu de temps après que le pape ait encouragé les jeunes catholiques à se lancer dans les nouvelles technologies.

## ... bien fait

Envoyez vos brèves à [monsieur.pol@wanadoo.fr](mailto:monsieur.pol@wanadoo.fr)

## L'islam et les femmes : le combat pour l'égalité

L'islamisme, est d'après les spécialistes de ce phénomène en phase de stagnation, voire de régression. C'est par exemple l'avis de Gilles Kepel (spécialiste des mouvements islamistes), qui dans la revue *L'Histoire* du mois de décembre 2000 affirme que « nous sommes sortis du temps de l'islamisme triomphant ». Il argumente cela sur plusieurs faits. La nouvelle génération des jeunes souverains (Maroc, Jordanie, Syrie) a été formée à la culture mondiale, y compris occidentale, or l'islamisme rejette la culture occidentale car elle est impie et pernicieuse, il y a aussi l'arrivée des réformateurs en Iran, où d'après Kepel, le peuple insufflé les réformes. Quant au djihad, la guerre sainte contre les infidèles, un des piliers de la doctrine islamiste, qui veut que l'on impose par les armes la loi islamique (la chari'a), dans tous les pays où il y a des musulmans, force est de constater qu'elle ne persiste plus qu'en Tchétchénie ou au Cachemire; d'après Kepel, il ne s'agit là que d'épiphénomènes, d'ailleurs il y a de moins en moins de jeunes volontaires pour le djihad. Reste le cas de l'Afghanistan et des talibans, qui d'après Kepel, horrifie le reste des populations musulmanes par leur extrémisme. Reste tout de même à savoir si les nouveaux souverains sauront mener à bien les réformes économiques. Car l'islamisme prospère dans les couches sociales défavorisées, parmi les jeunes, qui rejettent le vieux monde corrompu et incapable de tenir ses promesses quant à une amélioration de la situation de vie de la population.

Je constate aussi, qu'en Iran ou au Maroc, on censure encore et toujours les journaux trop progressistes, on enferme les jeunes qui réclament plus de liberté d'expression. Bref, le défi reste à relever; si les progressistes sont incapables d'entreprendre des réformes sociales et économiques, si la misère persiste, alors cela fera le jeu des partis islamistes, qui se présenteront comme la seule alternative possible, en étant en rupture totale avec tous les anciens régimes. Reste que la moitié de la population, les femmes, des pays musulmans est toujours extrêmement brimée. Celles-ci, dans beaucoup de pays commencent à se révolter malgré les risques, prouvant ainsi que la soif de liberté individuelle est intrinsèquement un fait humain.

Un seul exemple : depuis toujours les femmes ont voulu contrôler leur fécondité, malgré les menaces des lois des États et des religieux de tout poil. Au nom du respect des traditions cer-

tains croient bon de ne pas mettre dans les revendications mondiale pour le droit des femmes l'IVG et la contraception. Outre le fait qu'avec cet argument on peut tout tolérer, après tout la torture a toujours existé, c'est une tradition, de même pour l'esclavage, la peine de mort, l'excision... Je constate que même en Iran, pays ultra islamiste, les femmes, malgré le bourrage de crâne qu'elles ont subi et malgré le risque qu'elles encourrent (la lapidation qui est aussi une grande tradition) essayent en cachette de leurs maris et des ayatollahs de contrôler leur fécondité. La fécondité a chuté de 7,2 à 2,3 enfants par couples en l'espace de 20 ans, et cette baisse du taux de fécondité se vérifie aussi dans tous les autres pays musulmans, à l'exception de l'Afghanistan...

## De l'oppression à la révolte

De la femme qui, sous le voile met du maquillage, à celle qui se voile mal, les femmes résistent malgré tout avec le peu de moyen qu'elles ont à leur disposition. Ainsi en Iran, beaucoup fuguent afin de fuir leur famille ou le père et les frères ont tous les droits sur elles.

Le quotidien *Entekhab*, de Téhéran, rapporte un fait divers concernant un père de famille qui a étranglé sa fille car elle avait fugué. Quelques jours auparavant, le journal *Iran* nous apprenait que, durant les six derniers mois, les corps d'une trentaine de femmes mystérieusement tuées ont été retrouvés à Téhéran. À chaque fois, la femme avait subi un viol. Qui est responsable de ces crimes? La plupart de ces femmes avait fui leur foyer à cause de la pression familiale. La République islamique prétend qu'elle a réussi à islamiser la société iranienne d'un point de vue moral pour la débarrasser des maux qui frappent les pays occidentaux. Ainsi, en Iran, l'État a toujours nié l'existence de la prostitution. Pourtant, une enquête faite par la mairie de Téhéran, démontre que la prostitution a toujours continué d'exister, pire même, l'État islamiste moralisateur est responsable de ce phénomène. L'enquête, révèle entre autres, que l'âge moyen des prostituées a diminué de sept ans durant la seule période 1990-1999, âge qui se situe autour de 20 ans. Ce rapport confirme que «90% des filles en fugue tombent dans la prostitution». La police, quant à elle, constate une hausse du nombre d'arrestation d'enfants en fugue.

Pour les spécialistes, les fugues des filles sont dues principalement aux privilèges octroyés aux garçons au sein des familles. Je cite là un rapport de l'universitaire Pourguive, qui démontre les effets néfastes de la discrimination sexuelle et de l'inégalité des sexes sur les filles. En réponse à la question «êtes-vous satisfait de votre sexe?» 86% des filles répondent par la négative, contre seulement 7% des garçons. La politique antiféminine, que certains appellent ici le respect des traditions et des cultures, explique ce chiffre alarmant.

Tout commence par l'obligation vestimentaire imposée aux petites filles, le tchador. Elle se poursuit par un ensemble de lois discriminatoires envers les femmes, nous retrouvons beaucoup de ces lois dans les autres pays musulmans. Ces lois concernent les domaines du travail, de l'éducation, des voyages, du sport, du mariage et du divorce, du droit de garde, du droit à la propriété, de l'héritage et du témoignage devant la justice, entre autres. Outre cette situation, beaucoup de pays musulmans ont facilité la pression et l'injustice exercées au sein de la famille. Ainsi, dans certains pays, le témoignage d'une femme ne vaut pas celui d'un homme. En Iran, en Arabie Saoudite, par exemple, la loi exempte de poursuites juridiques les hommes meurtriers de leur fille ou de leur petite fille.

Au Nigéria, ou la chari'a a été instaurée dans neuf États du nord du pays, plus de 200 femmes ont été arrêtées, car «ce sont des prostituées» d'après les autorités, en fait, ce sont des femmes qui refusent obstinément l'interdiction de la mixité hommes-femmes dans les lieux et les transports publics. Là ce sont deux jeunes qui se sont mariées sans l'avis du père de la fille et qui risquent des années de prison pour cela, ailleurs c'est une femme qui recevra des coups de fouet pour avoir eu des relations sexuelles hors mariage, tout en étant autorisée par ses juges à donner le jour à l'enfant né de cette union unique avant de subir son châtiement. Partout des actes de révoltes individuels se font jour, malgré l'endoctrinement, la répression et la peur. Ce qui a toujours été naturel chez l'Humain, c'est sa soif de liberté, c'est l'esprit de révolte contre l'oppression et l'injustice qui s'auto-justifie par le moralisme, le fait culturel, la tradition, la religion ou les lois étatiques... Rien ne justifie l'oppression, le sexisme, le racisme. Pas même les prétendues «traditions» qui sont imposées par les armes et le crime.

Régis B. - groupe Kronstadt (Lyon)

Décret sur le service bancaire de base  
Picsou ne lâche rien

DE NOMBREUSES AFFAIRES récentes ont montré que les banques n'hésitaient pas à miser gros sur des opérations boursières à haut risque. Ce fut le cas pour la Barings ou le Crédit lyonnais et pour de nombreuses banques japonaises, ruinées. Si bien qu'aujourd'hui les autorités de tutelle tentent de freiner les ardeurs boursières des banques en leur imposant de nouvelles règles prudentielles. Pour ce qui concerne les exclus, la prudence bancaire est déjà de mise et ce n'est pas en assurant un service bancaire de base gratuit que les banques vont se ruiner! En effet le décret prévu par la loi de juillet 1998 contre l'exclusion ne prévoit actuellement que l'intégra-

tion de 6000 personnes de plus. Pour l'essentiel il s'agit d'interdits bancaires disposant actuellement de revenus qui les rendent à nouveau solvables. Une mesure très restreinte, donc. Les banques avaient bien proposé de permettre l'accès à leurs «services» pour un million de RMLstes, mais à condition que les «heureux promus» acceptent de raquer 157 F/an. Les banquiers n'aiment pas prendre des risques avec les pauvres. Après 18 mois de négociation, les associations de consommateurs ont pu se rendre compte que la lutte contre l'exclusion n'était pas une priorité bancaire. Ce n'est d'ailleurs pas non plus une priorité de l'État, puisque le gouvernement a préféré ménager les

banques à la veille de la mise en place de l'Euro et de peur qu'elles ne reprennent l'offensive sur les chèques payants, mesure embarrassante par son impopularité. Non seulement les banques n'ont subi aucune pression pour la mise en place d'un service bancaire accessible à tous, mais en plus le gouvernement s'est évertué à calmer les velléités de gauche dans ses propres rangs. Les banquiers n'ont évidemment rien à craindre de leurs amis les dirigeants politiques. Ils s'engraissent déjà énormément sur le dos des pauvres par les prélèvements d'agio, mais cela ne leur suffit pas! Ils préconisent des services bancaires payants tout en proposant à

leurs riches clients des comptes rémunérés. Les 5 ou 6 oligopoles bancaires qui contrôlent le marché ne craignent pas les associations de consommateurs et comptent bien imposer leur volonté dans le cadre des échéances de «l'harmonisation» européenne (euro au 1<sup>er</sup> janvier 2002). La multiplication des fusions de grands groupes financiers laisse augurer de ce que seront des coûts bancaires fixés par la soit disant concurrence. Les pauvres devront gérer à moindre frais leur déficit alors que les riches se répartiront les gains ainsi engendrés. Les banquiers restent donc à l'écoute... de leurs intérêts.

Jean (Kronstadt)

Sommet franco-africain de Yaoundé

# Le pré-carré ne tourne plus rond

LE 21<sup>e</sup> SOMMET FRANCO-AFRICAIN s'est ouvert jeudi 18 janvier à Yaoundé, capitale du Cameroun. Il s'est ouvert dans une situation plus que houleuse, marquée par ce que l'on appelle l'« Angolagate » (dans lequel sont impliquées quelques figures historiques des réseaux franco-africains de gauche et de droite) et la liquidation physique de Laurent-Désiré Kabila, ex « despote pittoresque » (dixit Hubert Védrine) du Congo.

## Un pré-carré à la dérive

Le constat est sévère : de plus en plus de pays occidentaux se détournent de l'Afrique et concentrent leurs investissements sur de nouveaux marchés plus porteurs (et moins risqués), ceux de l'Europe de l'est, ceux de cette Chine de plus en plus ouverte au capitalisme ou de l'Asie du sud-est.

La plupart des pays africains francophones sont proches de la faillite. Il y a les pays « les moins avancés » (parmi lesquels le Burkina-Faso) qui, tellement déconnectés du marché mondial, dépendent pour l'essentiel de l'aide internationale. Mais ceux qui, sur le marché mondial, avaient quelque chose à vendre (cacao, café, pétrole), ne se portent pas mieux, parce qu'ils subissent de plein fouet la concurrence de certains pays du sud-est asiatique (Malaisie, Indonésie) sur des marchés déjà encombrés.

Poussés par les États « occidentaux » a exporté toujours davantage des matières premières, ils n'ont pu s'industrialiser. Or tout le monde sait qu'une économie de ce type est vouée à moyen terme à la stagnation... De fait, les économies africaines sont restées dominées par l'économie de plantation ou l'économie minière. S'y ajoute également la question de la « dette ». Endettés

jusqu'au cou, les pays du « sud » ont vu leur économie tomber sous la coupe du Fonds monétaire international et de la Banque Mondiale. Ces organismes, adeptes du libéralisme sauce américaine (qui considère que l'État ne doit pas s'immiscer dans la vie économique), impose des plans d'ajustement structurels dramatiques pour des populations qui ont déjà bien du mal à joindre les deux bouts : licenciements en série, démantèlement des services publics et sociaux (écoles, hôpitaux...), dénationalisations d'entreprises publiques, hausse des prix des denrées de première nécessité...

Il n'est dès lors pas très étonnant que ce délabrement économique s'accompagne d'un délabrement de la situation politique (lire à ce sujet le livre de Bayart/Ellis et Hibou, « La criminalisation de l'État en Afrique »). Depuis les « Indépendances », toute la politique franco-africaine a reposé sur la stabilité politique et économique, qui a valeur d'exemple, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. Si la transition sénégalaise s'est globalement bien passée, la Côte d'Ivoire, elle, s'est enfoncée dans la crise. L'effondrement des cours de ses productions agricoles a rendu catastrophique une situation économique et sociale déjà peu mirobolante, marquée par une corruption féroce ; côté politique, pour se maintenir au pouvoir, Henri Konan Bédié a tout fait pour écarter son principal opposant (Alassane Ouattara) de la course à la présidence ; pour se faire il a joué sur les querelles identitaires existant dans ce pays partagé entre un sud chrétien et riche et un nord, musulman et pauvre en ressources. Une fois Konan Bédié chassé du pouvoir par un coup d'État en décembre 1999, ce fut au tour du général Guei... de poursuivre la dérive autoritaire et xénophobe du régime. L'organisa-

tion du scrutin présidentiel d'octobre dernier s'est déroulée dans une atmosphère de pré-guerre civile. Bilan : des émeutes, des morts et un nouveau président, l'éternel opposant socialiste, Laurent Gbagbo. Aujourd'hui, la situation est toujours incertaine et tendue et certains estiment que la Côte d'Ivoire, ex-modèle de la Francophonie n'est plus

d'autres bailleurs de fonds.

La France peut espérer garder le contrôle de son pré-carré par le biais de sa puissance militaire. Elle dispose sur place d'une dizaine de milliers d'hommes prêts à intervenir, non plus foncièrement pour la défense de ses intérêts économiques, mais pour témoigner de sa capacité à régenter et garantir

entre l'État français et la plupart des anciennes colonies sont singulières et bien différentes de ce que l'on retrouve d'ordinaire sur la scène internationale.

- le poids du clientélisme et des réseaux : la politique gaullienne a consisté à installer des régimes autoritaires dans ces colonies devenues « indépendantes » et à faire vivre cette « clientèle » par un développement considérable de la corruption. C'est Jacques Foccart qui a mis en place ces réseaux economico-politiques (pour ne pas dire mafieux) capables à la fois de « nourrir » les entreprises françaises faisant leur beurre en Afrique (en empêchant l'installation d'investisseurs anglophones par exemple) et d'assurer à la cinquième république une camarilla d'États « indépendants » mais capables de la soutenir à l'ONU. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, ces réseaux ont été « réorganisés », les réseaux gaullistes cédant un peu de leur pouvoir aux nouveaux réseaux mitterrandiens (orchestrés notamment par « Papa m'a dit », alias Jean-Christophe Mitterrand).

Reste à savoir si ces réseaux sont en mesure de survivre aujourd'hui. On peut sérieusement se poser la question pour plusieurs raisons :

- Ici, François Mitterrand est mort, Charles Pasqua s'est marginalisé politiquement et Jacques Chirac est dans une situation inconfortable ; là-bas, les « amis de la France » commencent aussi à prendre de l'âge (Omar Bongo, Gnassingbé Eyadema etc.). Ici et là-bas se pose donc la question du renouvellement des cadres politiques et des relais institutionnels pour les réseaux.

- la mise sous tutelle par FMI et Banque mondiale des économies africaines (avec notamment l'ouverture à la concurrence internationale et les exigences de « bonne gouvernance ») rend plus délicates les magouilles et arrangements des réseaux franco-africains.

- la révélation des « affaires », en jetant l'opprobre sur des personnalités de l'establishment (avocats, écrivains, politicards) et des grandes entreprises, peut rapidement être économiquement dommageable dans un système devenu par la mondialisation hyper concurrentiel.

Il ne se passera certainement rien avant l'élection du prochain président de la République. Si Chirac est l'élu, les réseaux pourront continuer leurs basses œuvres durant cinq années supplémentaires ; si c'est Lionel Jospin qui s'empare de l'Elysée, il sera intéressant de voir si le défenseur d'un « nouveau partenariat avec l'Afrique » a la volonté politique de mener à bien son projet (défendre les intérêts de la France, dont l'accès à certaines ressources - pétrole, uranium - tout en « moralisant » les relations franco-africaines, ce qui revient à faire le ménage dans les réseaux existants) ou s'il se coulera de gré ou de force dans le moule de la real-politik française en Afrique.

**Patsy (« Le Monde comme il va » - AlterNantes FM)**

## ÉPIPHANIE TRAGIQUE AU CONGO



très loin de rejoindre les camps des pays à la dérive, laminés par les querelles politiques qu'on appelle trop souvent ici « ethniques » (Congo, Rwanda, Burundi, Sierra-Leone...).

## L'avenir de la Francophonie

Ce qui est en jeu aujourd'hui comme hier est bien la capacité de l'État français à se maintenir comme le gendarme/protecteur de l'Afrique francophone à l'heure de la globalisation. Cela ne va pas forcément de soi. Certes, les ex-colonies de l'Hexagone vivent depuis trente ans un rapport de force inégal qui fait que le gouvernement français intervient de manière active dans leurs orientations politiques. Mais cela ne doit pas nous faire oublier que cette dépendance, pour forte qu'elle soit, n'a pas annihilé toute velléité autochtone : ceux que l'on qualifie trop facilement de pantins sont passés maîtres dans l'art de tirer profit de leur soi-disant satellisation. Le mode présidentieliste des relations franco-africaines, les multiples réseaux mis en place, de la franc-maçonnerie à ceux des grandes entreprises (Elf-Aquitaine, Bolloré...), le financement de partis politiques français par de généreux donateurs africains... font que le soutien du gouvernement français à tel ou tel despote ne peut s'expliquer sur le mode de la dépendance : les relations inter-individuelles viennent perturber le tout, ce qui brouille les analyses. De fait, il ne serait pas étonnant que certains chefs d'État aillent cogner à la porte

l'ordre de cette partie du monde. Le but de la politique française en Afrique n'est donc pas le « développement », ni la « coopération », mais d'abord d'asseoir sa puissance sur la scène internationale par le biais de l'Afrique en se présentant comme le garant non seulement de ses intérêts propres mais aussi plus largement des intérêts économiques occidentaux. Mais voilà, affaiblie économiquement, elle ne peut continuer à maintenir son standing de puissance moyenne, membre du Conseil de Sécurité, qu'en s'illustrant militairement. Son escapade rwandaise en a été une illustration ; le problème est que pas grand monde n'a été dupe du sens de cette intervention. Sous prétexte de sauver des vies humaines, l'enjeu était bien de permettre aux massacrés de l'ancien régime de se replier sur les terres du vieux Mobutu et de maintenir la pression sur les frontières d'un pays prêt à basculer dans l'aire d'influence anglophone.

## En attendant 2002!

Les relations franco-africaines sont marquées par trois phénomènes :  
- une très grande continuité : inaugurée par de Gaulle, cette politique s'est poursuivie durant tous les régimes qui se sont succédés, de Giscard à Chirac en passant bien évidemment par François Mitterrand ;  
- une très grande personnalisation des relations : du temps de Bokassa, Valéry Giscard-d'estaing l'appelait « Mon cher cousin » ; on peut se gausser de cela, mais il n'en demeure pas moins vrai que les relations

## ESPAGNE

### L'école de la Prospe résiste

À Madrid, dans le quartier populaire de la Prosperidad, l'école populaire de la Prospe créée il y a 27 ans, résiste encore à ceux qui voudraient la voir disparaître. Mélangeant des étudiants, des pédagogues, enseignants, universitaires, des immigrés, des hommes et des femmes de toutes les tranches d'âge, cette école met en avant un projet collectif qui valorise « l'éducation par le dialogue, au lieu du discours sur l'éducation. L'éducation participative et non pas imposée. L'éducation dans la coopération pas dans la compétition. En définitive, une éducation pour la libération, pas pour la soumission. » Favorisant la constitution de GAC (Groupes d'Apprentissage Collectifs : de langue, d'histoire, de géographie...), cette école s'adresse à des adultes de tous niveaux scolaires. Le travail réalisé fut même reconnu par la Communauté de Madrid qui octroya une subvention à la Prospe, sans que cela influe sur les pratiques autogestionnaires et éducatives de l'école. Il y a 8 ans, les locaux de l'école furent réclamés par son propriétaire, l'archevêché de Madrid. Malgré les mobilisations populaires et les procès, les autorités de l'Église obtinrent gain de cause.

Il faut dire que ce quartier madrilène est lui aussi en proie à la spéculation. Devenue une nouvelle école de la résistance sociale, la Prospe bénéficie d'un large soutien populaire dans son quartier et au delà. Nous pouvons nous aussi participer à ce soutien en écrivant au propriétaire des locaux pour réclamer le maintien de l'école dans ses locaux maintenant occupés illégalement, aux yeux de la loi espagnole. Vous pouvez écrire à l'école de la Prospe - Calle General Zabala, 10 bis - 28002 Madrid ou par Internet : prospe@nodo50.org.

Transmis par les Relations Internationales de la FA

LECTURE

## Résister, c'est vaincre

Hommage à la résistance des Madres de la place de Mai, Buenos Aires, Argentine

**C**OMMENCER UN NOUVEAU millénaire, c'est bien. Le commencer sans mémoire, ce n'est rien ! De l'opiniâtreté des « Madres » de la Plaza de Mayo, on ne s'en four pas. Ce livre nous aide à comprendre pourquoi. Encore une fois, une histoire de morts ! Ça commence, malheureusement comme ça, il y a bientôt, 23 ans. Le 30 avril 1977. Une poignée de femmes exigent justice sur la place principale de Buenos Aires, pendant les années de plomb.

Sous une Argentine dévastée par la terreur, les coups de pieds dans les portes, les Ford Falcon des para-policiers, les fusils Itaka, les séquestrations, la torture, le silence et l'indifférence. Ça continue par beaucoup de vie. De vies : plus de 22 ans après, elles sont toujours là, foulards blancs au vent, déçues.

Pourquoi les Madres de la Plaza de Mayo n'ont-elles pas oublié, pas plié ? Pourquoi continuent-elles à se battre, malgré le temps écoulé ? Acte d'amour ? Des milliers de kilomètres parcourus, autour de la Plaza.

L'endurance de l'amour et de la vérité pour ne pas oublier ! Elles se sont lentement identifiées au discours révolutionnaire de leurs enfants. Elles l'ont englobé pour devenir un exemple à suivre, pour « tous ceux qui veulent le changement dans cet univers dévasté ».

### Des foulards blancs

Histoire difficile et pas simple. D'abord têtes nues, lasses des portes fermées, d'écouter les excuses, les insultes et les mensonges. Elles ont commencé à marcher, munies d'un foulard blanc, qui pour elles, revêtait la forme d'un large blanc. Avec les noms de leurs fils

de leurs fils, le lieu et la date de leur disparition. Avec comme seule revendication : « Ils les ont emmenés vivants ! C'est vivants que nous les voulons » !

Pendant les années de répression, la résistance devient nécessaire. La marche sur la Plaza devient de plus en plus importante. Les militaires commencent à les craindre. Les langes se transforment en foulards et cessent de porter les noms des 30 000 disparus, relégués au souvenir le plus intime !

### Pas un seul pas en arrière

Premières dans le combat contre la dictature, elles se battent pour exiger « l'apparition en vie » quand les démocrates, aux ordres de l'ordre, arrivent au pouvoir : Alfonsín, Menem, l'Eglise et les partis politiques venus de droite et d'ailleurs. La présence des Madres démontre leur effort à se battre encore ! La tribune est ouverte : « Justice pour leurs propres enfants, contre l'exploitation et l'injustice ». Chaque jeudi, la marche des Madres est ainsi devenue la protestation populaire. Contre ceux qui exercent le pouvoir. De « vieilles folles » pour les politiciens... Mais, le cœur solidaire des Madres est tellement grand qu'il est capable de traverser les murs d'une prison, des prisons ! Là où existe un conflit ouvrier, là où le latifundiste prétend saigner encore davantage le pays, les Madres agissent de leur côté... Elles sont de toutes les luttes aujourd'hui. Sans discours larmoyant ou de compassion. Car, pour elles, l'énergie est de ne pas reculer d'un seul pas : « L'unique lutte qui se perd est celle qu'on abandonne » !

Du droit de l'homme en Argentine et en Amérique latine... Il y a trois ans à Paris, pendant la rencontre des mères

combattantes, elles expliquent le pourquoi du combat. Ces femmes, certaines vieilles et octogénaires, réitérent l'idéologie révolutionnaire.

Elles ne parlent pas de la pauvreté car pour elles : « la véritable bataille doit être menée contre la richesse. Le peuple dans la rue est l'unique réponse à la terreur ».

Elles ne veulent pas entendre parler de la mort de leurs enfants, de cérémonies symboliques funéraires, car « aucune tombe ne peut enfermer un révolutionnaire ».

### Pour que la mémoire ne s'efface pas !

Les Madres de la Plaza de Mayo n'ont pas voulu que la mémoire s'efface, depuis maintenant 22 ans, chaque jeudi. Aux politiques qui veulent tourner la page, elles demandent d'emprisonner les coupables. Refusant l'indemnité financière proposée aux 30 000 familles des victimes en guise de réconciliation. Pour elles : « leurs enfants et tous ceux qui veulent changer la situation actuelle, ne sont pas des terroristes, ni des assassins, mais des idéalistes. Des plus humbles et désintéressés militants pour la vie et la liberté ».

Sans les ONG, sans négociations, car pour elles, il n'y a rien à négocier : les Madres sont prêtes à « mourir en marchant sur la Plaza. Pour les enfants nés dans les camps de concentration, dans la clandestinité, dans l'exil ou livrés à eux mêmes, quand les militaires ont déjà emmenés leurs parents ».

Cet ouvrage recueille leurs « paroles vivantes », et pour toujours !

Patrick Schindler, Claaaaaash  
Madres de la Plaza de Mayo, ed. Gatuzain, 100 F.

## Franc-tireur

Un combat antifasciste à Marseille

En octobre 1999, deux militants antifascistes marseillais sont arrêtés et écroués pour une série d'actions violentes (mais éminemment sympathiques car n'ayant pas entraîné mort d'homme) revendiquées par les FTP (Francs tireurs partisans).

Ce livre raconte leur histoire.

Et c'est une belle histoire.

C'est l'histoire de camarades qui, à leur manière, mais avec une éthique qui leur fait honneur et qui force le respect, se sont battus, tout de suite et en allant à l'essentiel, contre la montée du fascisme (celle du FN) dans leur région (la région P.A.C.A.).

Oh, bien sûr, ça n'est pas une histoire d'une grande intelligence politique, idéologique, organisationnelle ou stratégique. Deux grenades ici, trois pains de plastique là et quatre mitraillages ailleurs, ça n'a rien de très fute-fute. Mais, qui d'entre nous n'y a jamais songé ? Maurice Rajsfus, dans ça préface, ne nous dit rien d'autre.

Yves Peirat, dans une série de textes tatoués au courage et la non grandiloquence, nous en dit un peu plus.

Et bordel de merde, c'est pas Dieu et Bakouine possible que de rester de marbre.

Je vous en conjure, lisez ce livre car il est magnifique. Il regorge d'écritures étonnantes. De témoignages tonitruants. De grandeurs d'âmes à nulle autre pareille.

Je vous en conjure, faites tout ce qui est en votre possible pour ne pas laisser ces camarades pourrir en tôle.

Merci aux copains de Reflex pour ce livre !

Jean-Marc Raynaud

Franc-tireur. En vente à la librairie du Monde libertaire (40 F), 145, rue Amelot, 75011 Paris (chèque à l'ordre de Publico, 44 F avec port)

## copinage

« L'autre chien andalou ou la théorie du Cante Jondo de Garcia Lorca mise à la question » est un spectacle mêlant comédiens et musiciens, la « question » se rapportant au sort des immigrés en Espagne un an après El Ejido. Le 3 février à la Maroquinerie (60 F et 40 F), rue Boyer (Paris 20e).

CINÉMA

## Le Cercle. Jafar Panahi



**J**AFAR PANAHİ LIVRE UNE RÉFLEXION sur l'Iran inédite à l'écran : en montrant l'espace urbain interdit à une femme non accompagnée par son mari ou un membre mâle de sa famille, *Le Cercle* de Jafar Panahi en finit enfin avec les films montrant des enfants : petits garçons ou petites filles, qui cachaient à peine la forêt des embûches qui attendent une femme en liberté dans l'espace surveillé de la ville. Ainsi s'écrit, de façon bien involontaire, un chapitre supplémentaire au livre de Foucauld, « Surveiller et Punir », mais un livre d'images extraordinaires qu'on n'oubliera pas de si tôt... Que le Lion d'or de Venise l'aide à trouver le public qu'il mérite ! Le cri d'un accouchement retentit. C'est une fille. Sur l'échographie on a cru voir un garçon. La mère demande et redemande à l'infirmière. On ne verra que la détresse de la mère/grand-mère : sa fille sera répudiée. Une femme cherche refuge dans sa famille. Des éclats de voix. Elle repart en courant poursuivie par des cris et des insultes. Deux femmes dans la rue. Elles évitent les gardiens de la révolution. Elles se sauvent en courant quand un garde approche. Elles essaient de vendre leurs bijoux. L'une va faire

des choses inavouables pour permettre à son amie très jeune et très naïve de prendre le bus et de rentrer chez elle, à la campagne. Encore une autre cherche à joindre une amie, infirmière dans un hôpital, elle veut avorter, elle appelle, erre, se débrouille en apparence : scène grandiose où sa voix est utilisée pour qu'un jeune homme (gardien de la révolution) puisse parler à une femme, peut-être l'élue de son cœur. Elle, l'anonyme, la pourchassée, lui permet, par son intermédiaire, d'accéder ainsi à quelque chose que même son uniforme ne lui permet pas. En racontant ce qui se passe dans le film, j'insiste sur l'aspect inouï de la représentation de la femme dans la ville de Téhéran. Dans *Sarah* de Darius Merjui, les trajectoires des femmes étaient toute tracées, motivées par le travail et pour Sarah par son gagne-pain supplémentaire (broder pour le grand bazar). Dans *Le Cercle*, en revanche, on suit leurs déplacements interdits et surveillés. Toutes les femmes sont en fuite et n'ont pas l'espoir de s'en sortir sans une main tendue. Pas de doute, l'espace est dominé par le pouvoir islamique, personne ne passe au travers. Le film se concentre sur plusieurs femmes, transmet leur marche dé-

espérée, enregistre l'ébauche d'une solidarité entre elles, les réunit toutes à la fin.

On ne s'échappe pas d'une prison, quand l'univers carcéral a été étendu à toute une ville. Le tchador, le voile, le foulard ne les protègent pas du tout. L'habit officiel ne leur épargne rien. Ce n'est pas le moindre mérite de Jafar Panahi de poser ces bonnes questions, de les poser cinématographiquement.

Il filme ces êtres au plus près, montre leur beauté, leur diversité et épingle un système qui est devenu aussi une prison pour ceux-là même qui prétendent être les gardiens de la « révolution islamique ».

Un cinéaste est né, loin des facilités du *Ballon blanc* ou du *Miroir*, Jafar Panahi a affronté la réalité de la condition humaine en république islamique. Rien n'échappe à sa vigilance : ses plans font de nous des piétons de la compassion, nous accompagnons ces femmes dans l'espace nocturne et dans l'univers bruyant de l'agitation quotidienne de la ville de Téhéran. Créateur de formes et de contenus, *Le cercle* n'existe que pour lui-même et en toute liberté !

Heike Hurst (Fondu au Noir - Radio libertaire)

# La lutte victorieuse des précaires de Blagnac

**L**A LUTTE DES PRÉCAIRES DE Blagnac a duré près de deux ans. Comme souvent en pareil cas elle a connu ses périodes d'exaltation et de dépression. C'est ce qui s'est passé : par leur ténacité, leur mobilisation, leur conviction, les précaires des CLAE ont arraché la création de 14 postes. Fin septembre, cela s'est concrétisé par la (stagiairisation) (avant titularisation) de toutes les précaires qui avaient mené la lutte, ainsi que d'autres employées.

Dans un tel contexte général de développement de la précarité, cette lutte montre qu'on peut imposer à l'employeur une logique inverse. C'est pourquoi il nous paraît important d'y revenir, en développant d'abord les points qui ont posé problèmes et les réponses qui y ont été apportées. Puis, pour clore ce dossier nous en rappellerons les principales étapes.

Il s'agit de la sorte d'alimenter un débat militant qu'il revient à chacun d'enrichir.

## L'apprentissage de la lutte par les vacataires

On veut se battre, mais on ne sait pas comment faire. Apprenez-nous ! C'est ainsi que l'on pourrait résumer la demande du groupe de neuf vacataires qui étaient présentes aux assemblées générales et conseil d'employés.

La tâche aurait été sûrement facile pour un syndicat traditionnel : il aurait confié le « dossier » à ses permanents et juste demandé aux vacataires de cotiser et de participer à une ou deux actions ponctuelles quand les « responsables » auraient décidé.

Pour la section CNT-AIT de Blagnac, ça a été un combat de plusieurs mois. Notre objectif affiché était de permettre la prise en main de la lutte par les personnes directement concernées. Mais l'auto-organisation ça ne se décrète pas, ça s'apprend, parfois lentement, surtout quand, pendant des années, on a été écrasé par le quotidien, quand on n'a aucune expérience de la lutte et quand le patron vous a fait comprendre que vous n'êtes qu'un simple exécutant.

Que faire, alors ? Pour la section, il s'est agi d'éviter les deux écueils les plus habituels : dire aux gens « prenez vos affaires en main » et s'en laver les siennes, attitude souvent observée chez ceux qui ont peur de confronter leurs grandes idées avec la réalité quotidienne ou qui ont avant tout le souci de continuer leur petite vie tranquille prendre la direction des opérations. La aussi ce ne sont pas les prétextes qui manquent, la moindre difficulté étant érigée en incapacité des travailleurs à s'organiser.

À tâtons, nous avons donc essayé de ne pas faire à la place des vacataires, mais, dès le départ, avec les vacataires, en orientant notre action vers leur autonomisation. La section a donc joué au départ un rôle de support : elle a apporté une méthodologie pour les réunions, assure, au début, les présidences de séance de façon officieuse, pour qu'il y ait un libre échange. Elle a été vigilante aux positions de SUD et de la CMB afin qu'elles ne soient pas décisionnaires. Elle a poussé à chercher ensemble des moyens d'action, à impulser la libre parole sur les craintes des vacataires de subir des représailles ou sur le découragement provoqué par

celles qui quittaient le groupe ou étaient moins présentes. Il a fallu aussi les aider à résister aux pressions : celles de l'extérieur, de leurs collègues, de leurs chefs, qui leur reprochaient d'être sous la coupe d'un « syndicat dirigeant ». Elles démentaient timidement, disaient que rien ne leur était imposé. Il a fallu tout cela pendant plusieurs mois, mais la section l'a toujours fait dans la même perspective. Et, progressivement, les vacataires ont pris confiance en elles. D'elles-mêmes, au fil des mois, elles sont allées seules à des rendez-vous avec des élus municipaux ou aux rencontres avec les parents d'élèves, leur expliquant leurs revendications. Elles ont fait des réunions régulières entre elles pour préparer leurs interventions ou leurs tracts. Elles ont progressivement constaté qu'elles étaient vraiment leurs propres maîtres.

Dans les dernières semaines, l'auto-organisation de la lutte a pris toute sa dimension. Etant devenue une lutte vraiment auto-organisée, elle a trouvé ainsi une force considérable qui a été un facteur décisif pour arracher la satisfaction des revendications : face au refus de la mairie, elles sont revenues à la charge, impulsant des assemblées générales avec d'autres vacataires, des chefs de service. Elles ont réussi à rallier au mouvement 12 écoles sur 14, avec grève quasiment générale programmée. Elles n'ont jamais pris de décision en sous-groupe. Elles ont organisé des assemblées générales avec tour de parole et vote, sans qu'aucun syndicat ne soit présent. Elles ont démontré les capacités de la base à lutter et à gagner, et c'est sur des principes anarcho-syndica-

listes qu'elles ont appris que l'action directe restait une arme redoutable.

## La force des conseils d'employés

Outre les Assemblées générales et l'intersyndicale, il y a eu à Blagnac une autre structure de lutte, les conseils d'employés. Explication. Les conseils d'employés sont ouverts à tous ceux qui souhaitent s'engager un tant soit peu sans pour autant être syndiqués, mais en étant néanmoins en contact avec des syndicalistes présents comme tels, avec leurs propres exigences. Le fonctionnement de cet outil de combat s'inspire directement des méthodes

anarcho-syndicalistes et fait une référence historique aux Conseils ouvriers du début du XX<sup>e</sup> siècle et aux diverses étapes libertaires (Makhnovtchina, CNT-FAI).

Cette structure offre un moyen efficace de réflexion et d'action dans la lutte. Sa présence continue au sein d'une collectivité, administration ou entreprise reflète l'expression de la mobilisation sociale sur le terrain. Dans le cas de la revendication portée par les vacataires de l'animation, les conseils d'employés furent des temps et des lieux où la solidarité effective a pu se réaliser.

## Section de Blagnac CNT-AIT

Extraits d'un texte paru dans *Le Combat Syndicaliste* de septembre-octobre 2000.

Pour promouvoir notre titre, une affiche a été réalisée par le groupe de Strasbourg de la F.A.

Format 40 x 60 cm, en quadri. 100F les 100 exemplaires (+ 40 F de port).

Adresse : Association Culturelle libertaire de Strasbourg c/o Maison des Associations, 1 a Place des Orphelins, 67000 Strasbourg



A G E N D A

## samedi 3 février

**VÉNISSEUX (69)** : Rassemblement de soutien aux sans-papiers à 10 heures devant la mairie de Venissieux, à l'appel du Collectif solidaire des sans papiers et du Collectif solidarité de Saint-Fons.

**LILLE** : Manifestation contre l'arrêté anti-SDF, 15 heures, devant le parvis Saint-Maurice.

## dimanche 4 février

**LILLE** : Rassemblement du Collectif des sans-papiers 59 (comme tous les dimanches) à 11 heures, place au marché, Wazemmes.

## mardi 6 février

**BESANÇON** : Le groupe Proudhon de la fédération anarchiste organise la projection du film « Le pantalon » sur les exécutions de 1917, à 20 h 30, à la librairie l'autodidacte, 5, place Marulaz.

## jeudi 8 février

**MONTPELLIER** : Procès des militants anti-OGM à 9 heures au tribunal de grande instance, place du Peyrou. Plusieurs débats sur les OGM dans la journée. Manifestation à 14 heures place du Peyrou.

## samedi 10 février

**LIMOUX** : Exposition photo et conférence à l'initiative du Comité Chiapas Aude à partir de 11 h 30 salle Montecristo (derrière la gare).

## lundi 12 février

**CHALONS-SUR-SAONE (71)** : Le groupe la vache noire de la F.A. organise une conférence débat avec Jacques Lesage de la Haye sur le thème des prisons à 20 heures à la Maison des syndicats.

## jeudi 15 février

**MONTPELLIER** : Procès des inculpés de Millau à 9 heures au tribunal de grande instance, place du Peyrou. Forums : L'eau, Comment sortir de la mal-bouffe...

## vendredi 16 février

**MONTPELLIER** : Forums : Services publics et logique mondialiste, La répression des mouvements sociaux, Porto Alegre... Manifestation-carnaval... Meeting à 20 heures (place de la Comédie).

# La police pète les plombs à Lille

**D**EUX BAVURES EN DEUX JOURS. Difficile de faire mieux. Des arrestations arbitraires de sans papiers d'abord. 10 pompiers blessés et une main arrachée ensuite. L'impunité dont bénéficient les forces de l'ordre depuis quelques mois sur Lille, en liaison directe avec l'augmentation palpable de policiers affectés aux B.A.C. et de CRS, devait finir par avoir des conséquences tragiques.

Mercredi 24 janvier vers 21h, des policiers de la BAC opèrent un contrôle d'identité à quelques pas du local où les sans papiers sont en assemblée générale. Ce contrôle vise deux personnes visiblement d'origine étrangères qui se dirigent vers le local des sans papiers. La provocation policière est évidente.

Les personnes interpellées font partie du CSP-59. Quelques personnes se dirigent vers les policiers et protestent contre une arrestation arbitraire en criant « Solidarité avec les sans papiers ! » Aussitôt, plusieurs voitures de polices les entourent. Ils sont violemment collés au mur, et menacés de procès pour outrage. Pendant ce temps, les sans papiers du CSP-59 quittent leur AG pour se porter au secours de leurs camarades. Les agents de polices sont très énervés. Pour éviter que cela ne dégénère, Roland Digne, membre du bureau du CSP-59 accepte de suivre les policiers au commissariat, tandis que les sans papiers le suivent en manifestant. À noter que la commissaire qui est chargée du maintien de l'ordre sur la voie publique et qui suit toutes les manifestations de sans papiers est présente lors de cette « opération de routine » ce soir-là. Bizarre, bizarre...

On apprendra par la presse que Roland Digne avait été entendu pour incitation à l'émeute ! On ignore encore si des poursuites à son encontre sont envisagées, même

s'il semble à peu près évident que c'était là l'objet de cette grossière manipulation policière.

La seconde affaire est cependant nettement plus tragique. Le jeudi 25, au matin de la grande manifestation pour la défense des retraités, 400 pompiers manifestent à Lille. Face à face avec les gardes mobiles, devant la préfecture. Les pompiers arrosent copieusement les gendarmes avec de la mousse du haut de leur grande échelle avec une lance à incendie. Pas très méchant ni violent. Par contre la riposte policière fera 10 blessés parmi les pompiers, dont un qui a perdu la main, déchaquetée par l'explosion d'une Grenade Lacrymogène d'Intervention (GLI), au fort pouvoir détonnant, nous dit la presse locale. « Les sapeurs pompiers ont noyé le premier rang de CRS sous la mousse, ce qui les a neutralisés. Les gendarmes sont venus en renfort et deux GLI ont été envoyées. Malheureusement un des pompiers en a ramassée une et elle a explosé. C'est tristement simple » (1), s'est borné à constater le préfet de Police, Jacques Franquet, précisant qu'une enquête était en cours.

Reste que ces grenades sont censées être envoyées en l'air pour y exploser avec une détonation assourdissante. Reste aussi que l'intersyndicale a dépêché un huis-sier sur place pour prendre des photos témoignant de « la présence au sol d'éléments attestant que les forces de l'ordre ont utilisé des projectiles explosifs », en l'occurrence, selon un témoignage que nous n'avons pas pu confirmer, des petits plombs. Les pompiers ont entamé une grève illimitée.

Bertrand Dekoninck - groupe de la métropole lilloise

(1) Nord-Eclair, 26 janvier 2001